

## Emploi et précarité

Auteur : Insee

Le Plan Pluriannuel contre la Pauvreté et pour l'Inclusion Sociale (PPPIS) permet d'identifier certaines fragilités (pauvreté et accès aux droits essentiels, emploi-travail, logement-hébergement, santé, réussite éducative, inclusion bancaire et surendettement). En complément, il existe d'autres éléments pouvant montrer d'autres formes de précarité.

Le premier d'entre eux est l'accès à l'emploi qui est un facteur essentiel d'insertion et de prévention de la pauvreté (figure 1).

### L'accès à l'emploi plus difficile à l'ouest de la région

En 2014, en Bretagne, la part des personnes se déclarant au chômage au sens du recensement de la population est de 10,1 % des actifs, inférieur de 1 point au niveau national.

Cette part est plutôt plus élevée dans l'ouest de la région. La part des personnes se déclarant au chômage dépasse ainsi les 13 % dans les communautés de communes des Monts-d'Arrée et de Douarnenez, dans Brest métropole et dans l'agglomération de Lorient.

C'est également vrai dans l'ouest des Côtes-d'Armor, la part des personnes se déclarant au chômage est proche de 13 % dans les communautés d'agglomération de Guingamp-Paimpol Armor-Argoat et de Lannion-Trégor. Ces deux EPCI sont limitrophes de celui des Monts-d'Arrée Communauté.

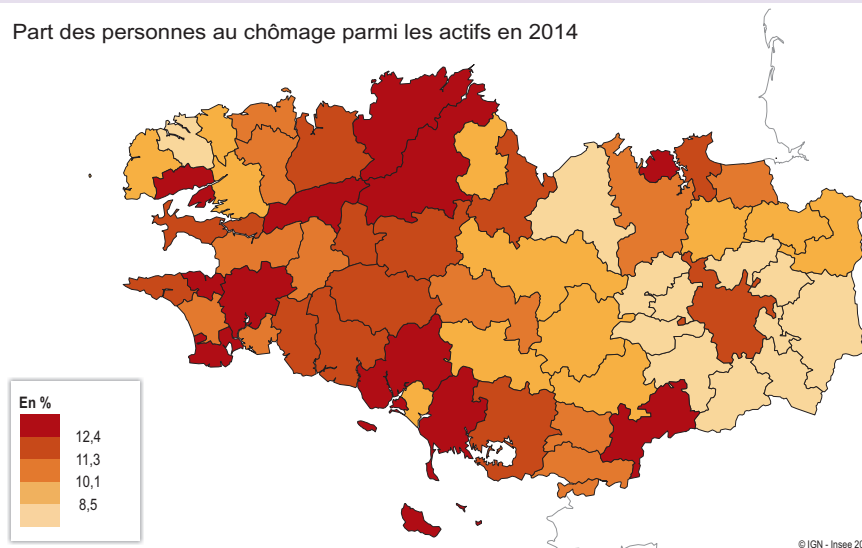
À l'inverse, à l'est de la région, la part des personnes au chômage ne dépasse pas 8 % dans la couronne rennaise.

### Plus d'emplois à durée limitée en Centre Bretagne et sur le littoral

Utilisées pour répondre aux besoins d'ajustement des entreprises, les formes particulières d'emploi, dites à durée limitée (CDD, intérim, emplois aidés, apprentissage), peuvent s'accompagner de situations précaires pour les travailleurs concernés. Néanmoins, ces contrats peuvent également faciliter l'insertion professionnelle des personnes éloignées du travail. En Bretagne, comme pour l'ensemble de la France, 16 % des salariés travaillant en 2014 ont un contrat de ce type. De fortes disparités existent entre les communautés de communes de la région. La part des

#### 1 L'accès à l'emploi plus difficile à l'ouest de la région

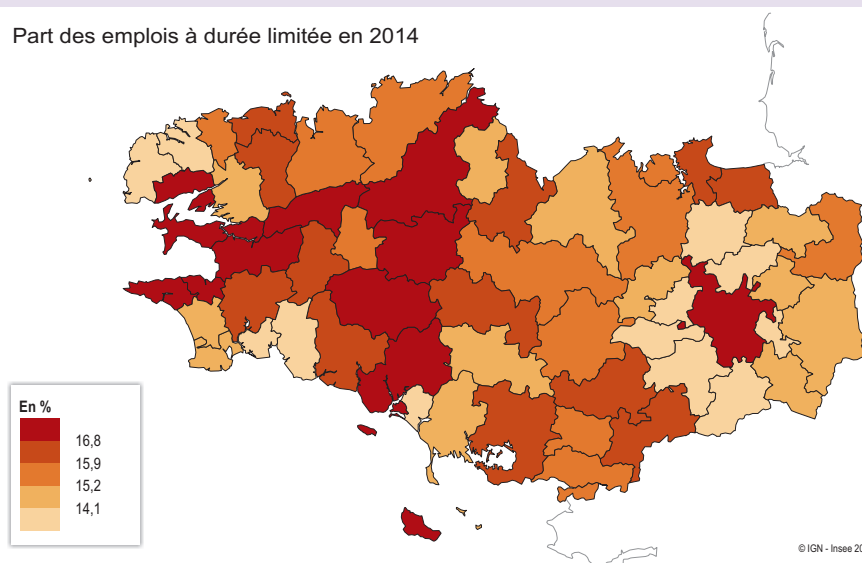
Part des personnes au chômage parmi les actifs en 2014



Source : Insee, RP 2014.

#### 2 Plus d'emplois à durée limitée en Centre Bretagne et sur le littoral

Part des emplois à durée limitée en 2014



Source : Insee, RP 2014.

emplois à durée limitée y varie de 11 % à 22,5 % (figure 2).

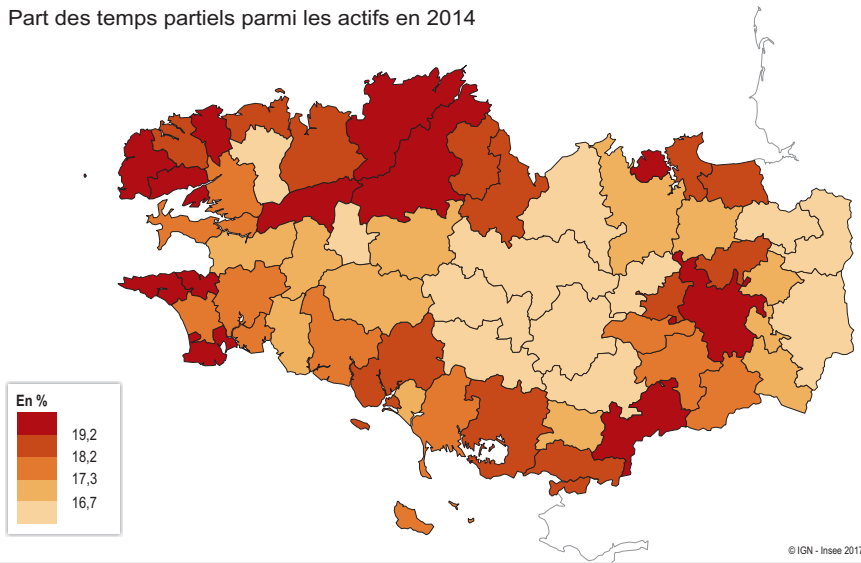
Elle est supérieure à 20 % dans quatre EPCI de l'ouest de la Bretagne : Presqu'île de Crozon-Aulne Maritime, Belle-Ile-en-Mer, Brest métropole et Pleyben-Châteaulin-Porzay.

La proportion plus importante d'emplois à durée limitée à Brest et, à un degré moindre, à Rennes, résulte notamment de la présence d'étudiants, exerçant pour une partie d'entre eux des « petits boulots ».

Pour les EPCI de Pleyben et Crozon, situés à l'extrême pointe du Finistère, le tourisme constitue l'un des moteurs de l'économie locale en termes d'emploi : ces deux intercommunalités font partie des territoires littoraux bretons dont l'emploi salarié touristique, souvent saisonnier, représente plus de 10 % de l'emploi salarié total, à rapporter à 5 % en moyenne pour l'ensemble de la région.

## 3 Des temps partiels plus nombreux sur le littoral

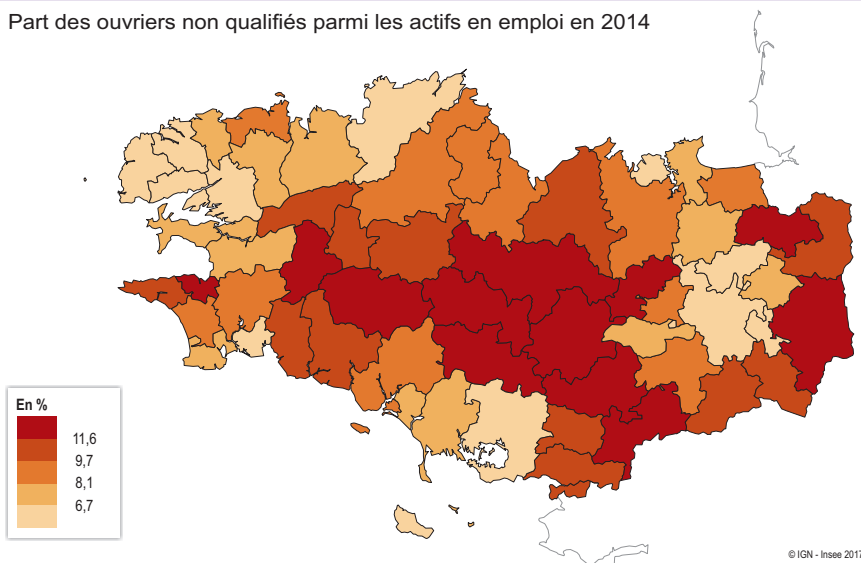
Part des temps partiels parmi les actifs en 2014



Source : Insee, RP 2014.

## 4 Des ouvriers non qualifiés dans les territoires axés sur l'agroalimentaire

Part des ouvriers non qualifiés parmi les actifs en emploi en 2014



Source : Insee, RP 2014.

### Des temps partiels plus nombreux sur le littoral

Lorsque le temps partiel est subi, il peut s'accompagner de situations précaires, d'un point de vue salarial mais aussi social. Il peut aussi être choisi, et relève dans ce cas d'arbitrages individuels. En Bretagne, la part des actifs travaillant à temps partiel est de 18,4 %, proche du niveau national. Les femmes représentent 80 % des temps partiels enregistrés dans la région.

Dans huit EPCI bretons, la part d'actifs à temps partiel dépasse 20 % (figure 3). Pour six d'entre eux, des communautés de communes littorales, cela s'explique notamment par le caractère saisonnier de l'activité touristique ou de certaines récoltes agricoles, avec des emplois souvent à temps partiel. Il s'agit du Pays Bigouden Sud (21 %), de Lannion-Trégor Communauté (21 %), de la Côte d'Émeraude (21 %), du Pays d'Iroise, du Cap Sizun – Pointe du Raz et de Lesneven Côte des Légendes. Le temps partiel est également

plus répandu dans les deux métropoles bretonnes, Brest et Rennes : les activités de services y sont en effet surreprésentées et de nombreux étudiants y exercent une petite activité salariée.

### Des ouvriers non qualifiés dans les territoires axés sur l'agroalimentaire

En Bretagne, 8 % des actifs en emploi sont ouvriers non qualifiés, soit un peu plus qu'au niveau national (7 %). Ces ouvriers non qualifiés se retrouvent dans le centre de la Bretagne, en lien avec le poids dans ce territoire de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire. En effet, de part la nature des activités, les métiers exercés y sont plutôt moins qualifiés. Dans cinq communautés de communes de ce Centre Bretagne, la part d'ouvriers non qualifiés dépasse 13 % (figure 4) : Couesnon Marches de Bretagne, Loudéac Communauté, Centre Morbihan communauté, De l'Oust à Brocéliande Communauté et Haute-Cornouaille. Des entreprises agroalimentaires, comme par exemple Abéra, Armor Protéines, La Mère Poulard (CC Couesnon Marches de Bretagne), Kermené (CC Loudéac Communauté Bretagne Centre), Jean Floc'h, Celvia (CC Centre Morbihan Communauté), Entremont, Celvia (CC de l'Oust à Brocéliande Communauté), Socopa viandes et Bretagne saumon (CC de Haute-Cornouaille) y sont implantées.

A contrario, dans certaines communautés de communes, on comptabilise au plus 6 % d'ouvriers non qualifiés. L'agglomération de Vannes et les EPCI littoraux du Pays Fouesnantais, de la Côte d'Émeraude, de Belle-Île-en-Mer et du Pays d'Iroise regroupent ainsi une faible part d'ouvriers non qualifiés. Les deux métropoles bretonnes, Rennes et Brest, sont également dans ce cas, bénéficiant d'une plus forte proportion d'activités qualifiées, notamment celles de cadres des fonctions métropolitaines.

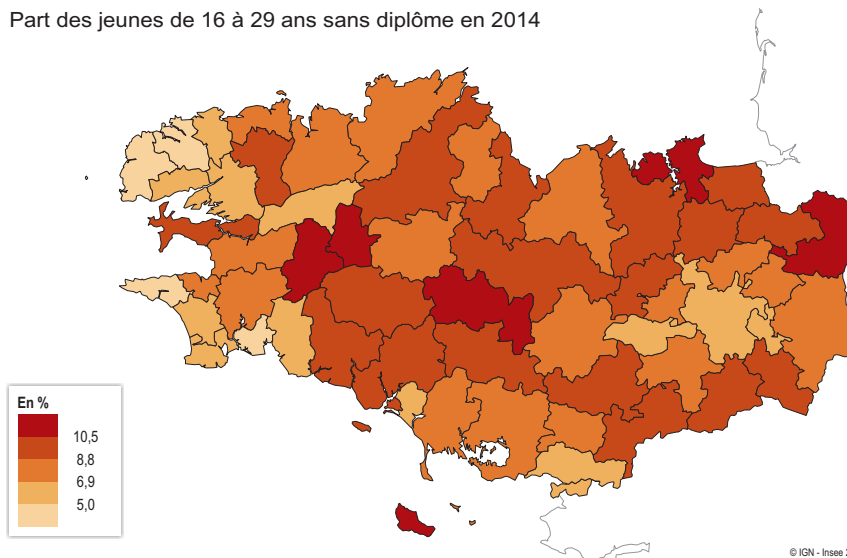
### Peu de jeunes sans diplôme à proximité des métropoles bretonnes

Le décrochage scolaire<sup>1</sup> constitue un facteur de précarité sociale pour les populations jeunes. En Bretagne, 8 % des 16 à 29 ans possèdent au mieux le brevet des collèges, alors qu'ils sont 10 % en France métropolitaine. La Bretagne figure ainsi parmi les régions où cette proportion est la plus faible. Cependant, dans certaines

1- Le fait de sortir du système éducatif sans qualification

## 5 Peu de jeunes sans diplôme à proximité des métropoles bretonnes

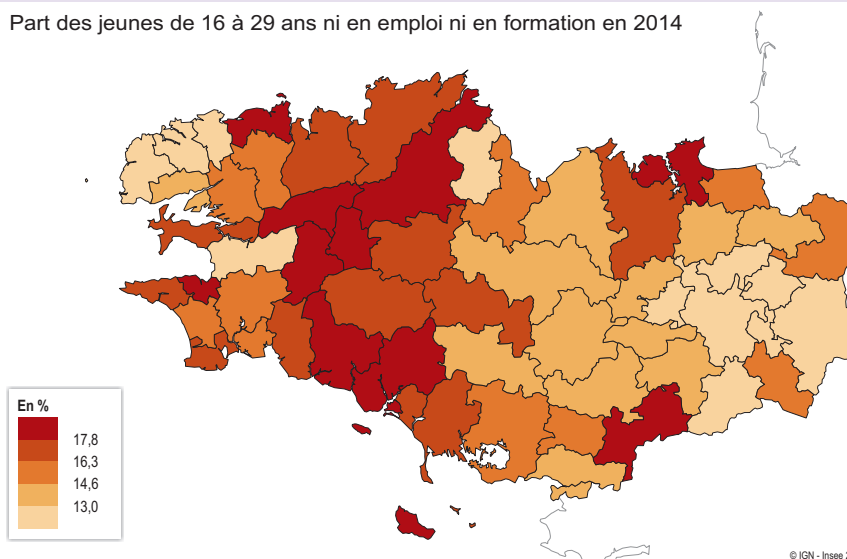
Part des jeunes de 16 à 29 ans sans diplôme en 2014



Source : Insee, RP 2014.

## 6 Les jeunes sans emploi et hors formation principalement dans le centre-ouest de la Bretagne

Part des jeunes de 16 à 29 ans ni en emploi ni en formation en 2014



Source : Insee, RP 2014.

communautés de communes, ce taux dépasse 10 % (figure 5). Il s'agit des EPCI de Poher Communauté, de Fougères, du Pays de Saint-Malo, de Pontivy Communauté, de Haute-Cornouaille, de la Côte d'Émeraude, de Guingamp-Paimpol Armor-Argoat, de Loudéac Communauté – Bretagne Centre et du Pays de Dol et de la Baie du Mont-Saint-Michel. Ces territoires se situent principalement en Centre Bretagne et dans le nord de l'Ille-et-Vilaine, où les dispositifs de formation sont moins présents. C'est aussi dans ces territoires que l'on trouve une grande partie des entreprises recourant plus fréquemment à de la main d'œuvre peu qualifiée.

### Les jeunes sans emploi et hors formation principalement dans le centre-ouest de la Bretagne

Le plus ou moins grand éloignement des jeunes vis-à-vis du marché du travail peut constituer un facteur de fragilité sociale. Pour appréhender cet éloignement, on peut identifier les personnes ni en emploi, ni en études, ni en formation, en général désignés par l'acronyme Neet (Neither in Employment nor in Education or Training).

En Bretagne, 15,1 % des jeunes de 16 à 29 ans sont des Neet (17,9 % en France métropolitaine). Leurs profils sont très divers : certains sont en recherche de leur premier emploi, d'autres sont des chômeurs ou des jeunes inactifs découragés par l'évolution du marché du travail. Les jeunes ni en emploi ni en formation ont plus souvent de bas niveaux de diplôme, même si 30 % d'entre eux possèdent un diplôme supérieur au Bac. Un quart de ces Neet dispose d'un diplôme de niveau inférieur ou égal au brevet des collèges.

Ces jeunes résident fréquemment dans les territoires du Centre Bretagne dans lesquels d'autres facteurs de précarité jouent aussi, comme par exemple le taux de chômage, supérieur à la moyenne régionale.

La part de jeunes ni en emploi ni en formation dépasse les 20 % dans 5 EPCI : Poher Communauté, Haut-Léon Communauté, Douarnenez Communauté, Haute Cornouaille et Pays de Quimperlé (figure 6).

Globalement, la part des Neet dans la population jeune est plus élevée dans l'ouest de la région. Le Pays de Redon et Saint-Malo Agglomération ont également près de 20 % de Neet. ■